



Déclaration pour l'UNSA Education pour le CDEN du 18 février 2022.

Monsieur le Préfet, Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale

Ce CDEN de préparation de la rentrée 1^{er} degré 2022 dans le Tarn est le second à s'ouvrir durant la crise COVID. Et plus encore que l'année dernière, la situation de l'Education Nationale pose question. Notre ministre peut plastronner que l'école française est restée ouverte et a tenu bon. A quel prix cela s'est-il fait ? pas à celui d'espèces sonnantes et trébuchantes d'augmentation du nombre de postes ou de revalorisation des personnels. Ni de dotations de moyens humains ou matériels. Elle a tenu sur un quoi qu'il en coûte humain.

Pour les personnels enseignants tout d'abord, ils ont dû faire front, assurer du distanciel et du présentiel en même temps, avoir des classes à géométrie variable avec $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{3}$ voire la moitié des effectifs en moins et des élèves qui ne sont pas les mêmes le matin et l'après-midi. En première ligne dans des salles souvent surpeuplées et pas toujours facilement aérables, face à des enfants qui ne portent pas toujours bien leur masque, ils ont été eux aussi malades avec toute la fatigue supplémentaire générée par la situation.

Les personnels ont dû palier les absences, faire des services plus grands, se remplacer en interne, les administratifs se sont retrouvés dans les cantines ou au ménage.

Tous sortent comme passés au laminoir et recrues d'une fatigue durable qui ne sera jamais quantifiée et dont les dégâts à long terme passeront dans les oubliettes de l'histoire.

Les élèves surtout sont les grands perdants du pari de maintenir les écoles ouvertes sans moyens supplémentaires. Entre les classes fermées, la pédagogie au ralenti parce qu'il est difficile d'avancer dans les notions quand la moitié des élèves suit dans un distanciel dont on ne maîtrise pas les conditions d'application, les inégalités se creusent et les écarts se marquent davantage. La situation est encore plus dramatique pour les EBEP dont les AESH n'ont pas été remplacées et qui pâtissent encore plus de ces conditions dégradées.

Et pourtant, notre ministère a bien compris semble-t-il la nécessité d'avoir des effectifs moins chargés puisque les politiques mises en œuvre en GS, CP et CE1 de milieu ordinaire comme en REP font l'objet de quotas. Alors pourquoi sacrifier tous les autres ?

Les nombreux et fréquents protocoles annoncés à grand renfort de presse ont rendu incompréhensible tout le travail de prévention des risques et épuisé les bonnes volontés à force de renouvellement permanent.

Durant cette période, la carte de l'éducation prioritaire est devenue une urgence à reporter en priorité. En 2017, notre ministre annonçait une vision géographique renouvelée, en 2018, il reportait la révision de la carte à 2019, en 2019, il fallait attendre 2020 puis en 2020 il la reportait à 2022. Nous attendons donc le report à 2024. Pourtant, dans ces écoles, les élèves ont souffert des conditions dégradées et les inégalités se sont creusées. Comment une famille sans ordinateur ni imprimante peut faire faire les devoirs envoyés en PDF sur un téléphone portable ?

On aurait pu penser qu'une pandémie aurait été le bon moment pour recruter des remplaçants titulaires. Au lieu de cela, la solution de pis-aller est le recrutement de 36 contractuels pour notre département. Ce chiffre ou même l'évocation de recrutement de personnels précaires aurait fait bondir la profession il y a encore 2 ans. Mais aujourd'hui, il y a une sorte de banalisation. En 6 heures de formation, le personnel recruté est considéré comme opérationnel. Le moins disant en matière d'éducation semble devenir une norme.

Pour le Tarn, la dotation à zéro poste alors que les effectifs baissent pourraient paraître favorable à un regard non averti. Il faut savoir regarder en creux. Il faut des postes pour les augmentations de décharges de direction. Cette avancée favorable ne doit d'ailleurs être que le début d'accession pour les directeurs à des conditions dignes et favorables d'exercice. Cela représente plus de 4 postes. Le maxima à 24 dans les GS, CP, CE1 en nécessite 14 et les doublages en REP 7 de plus. Il faut donc fermer des classes, non pour ouvrir de nouvelles classes mais juste pour appliquer les priorités ministérielles sans dotation supplémentaire de moyens. Comment accepter une telle situation. Nous ne voulons d'une école au rabais ou les moyens étiques seraient retirés et redistribués au gré des politiques et des inclinations du moment.

Le travail effectué dans notre département avec la non-dotation accordée relève de l'exercice d'équilibriste. Pourtant, il a été assuré avec une grande rigueur et un souci d'équité que nous saluons. Le travail de dentelle qui demande une connaissance fine du terrain et des personnes a été exécuté avec une précision chirurgicale et un attachement à chaque particularité. Mais l'école est laïque et les miracles n'y ont pas leur place. La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a et là, il n'y a pas grand-chose à donner. On a fini de déshabiller Pierre, Paul et Jacques pour distribuer quelques miettes à ceux qui restent. Si c'est cela notre ambition pour l'école, il faudra revoir la définition du mot.